

Stéphane Dang
Karim Guenfoud
Sébastien Noubel

3^e édition

À jour de
la réforme

DCG 5

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Tout en couleurs!



MANUEL + APPLICATIONS

- Cours complet et fiches méthode
- Flashcards pour réviser
- 255 QCM et 84 exercices progressifs
- 8 sujets type d'examen
- Corrigés et ressources complémentaires en ligne

Vuibert

DCG 5

ÉCONOMIE

CONTEMPORAINE

Stéphane Dang

Agrégé d'économie-gestion
Professeur en classes préparatoires DCG
Membre du jury de correction de l'UE5

Karim Guenfoud

Agrégé d'économie-gestion
Professeur en classes préparatoires DCG

Sébastien Noubel

Agrégé d'économie-gestion
Professeur en classes préparatoires DCG et DSCG
Membre du jury de correction de l'UE5 et UE7

Des ressources numériques OFFERTES sur



dcg.vuibert.fr

POUR LES ÉTUDIANTS

- Les corrigés des QCM et des exercices
- Les schémas de synthèse pour réviser tous les thèmes de l'épreuve
- Des conseils pour bien préparer l'examen
- ➕ **Un sujet type d'examen corrigé**

POUR LES PROFESSEURS

- Les corrigés de l'ensemble des activités (QCM, exercices, cas de synthèse, sujets type d'examen)
- Des conseils pour apprendre à utiliser le mindmapping

Ces ressources numériques sont accessibles jusqu'à la parution de l'édition suivante.



Le Lab50 a été fondé par deux institutions professionnelles réunies : la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris et l'ordre des experts-comptables de Paris Ile-de-France.

Se positionnant comme laboratoire de la transformation de la profession du chiffre, le Lab50 ambitionne d'aider les professionnels à comprendre le nouvel environnement numérique en proposant des solutions concrètes à mettre en place dans leurs structures d'exercice.

Le Lab50 est composé de 3 groupes de travail (GT) :

- le GT client qui réfléchit sur la valeur que peut apporter le professionnel à son client;
- le GT data qui réfléchit sur l'impact de la donnée sur le quotidien du professionnel;
- le GT prospective international qui étudie la transformation métier à l'international.

Vuibert et le Lab50 se sont associés pour vous proposer les vidéos d'experts présentes dans cet ouvrage.

Mode d'emploi	V
Programme	VI
L'épreuve d'économie contemporaine	IX
Maîtrisez la méthodologie	X
1. Comprendre le vocabulaire des consignes	X
2. Analyse d'un dossier documentaire	XII
3. Question problématisée	XV
4. Étude de données quantitatives	XVIII

PARTIE 1 – LES FONDEMENTS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

1 Fondements et objet de la science économique	4	
2 Les principaux faits de l'histoire économique à partir des grands courants de pensée	22	
Sujet type d'examen 1	42	

PARTIE 2 – LE FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS

3 Les dynamiques de marché concurrentiel	46	
4 Le fonctionnement des marchés en concurrence imparfaite et leur régulation	64	
5 Les défaillances de marché et leurs régulations	83	
Sujet type d'examen 2	102	

PARTIE 3 – LES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

6 Les agents du système financier et leurs comportements	106	
7 Les circuits de financement de l'économie	132	
Sujet type d'examen 3	153	

PARTIE 4 – LES ENJEUX DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE



8	La mesure de la croissance économique et ses limites	156	☐
9	Les déterminants de la croissance économique	182	☐
10	Finalités, limites et enjeux de la croissance économique	204	☐
	Sujet type d'examen 4	227	☐

PARTIE 5 – LA RÉGULATION PUBLIQUE

11	Les rôles de l'État et les différents niveaux de l'action publique	230	☐
12	L'analyse des politiques économiques et leurs impacts dans le cadre européen	254	☐
	Sujet type d'examen 5	283	☐

PARTIE 6 – LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX ET LEUR RÉGULATION

13	Le marché du travail, ses déséquilibres et les politiques sociales	286	☐
14	Les politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales	327	☐
	Sujet type d'examen 6	353	☐

PARTIE 7 – LES EFFETS ET LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION DES ÉCONOMIES

15	Les transformations du commerce mondial	356	☐
16	Les politiques commerciales et d'attractivité	379	☐
17	La gouvernance mondiale et ses limites	402	☐
	Sujet type d'examen 7	427	☐

	Sujet type d'examen 8	428	☐
--	-----------------------	-----	--------------------------

	Index	429	
--	-------	-----	--

	Table des matières	432	
--	--------------------	-----	--

MODE D'EMPLOI

La collection DCG Vuibert a été conçue pour vous accompagner vers la réussite et la professionnalisation. Vous y trouverez en plus du cours complet des situations professionnelles concrètes et immersives, des exercices, de nombreuses ressources pour rythmer vos révisions (QCM, vidéos, documents, schémas) et un affichage des compétences attendues pour chaque chapitre et chaque activité.

● DES FICHES MÉTHODE pour comprendre les attentes de l'examen

● UN COURS complet et visuel

Compétences et savoirs attendus pour se repérer dans le programme

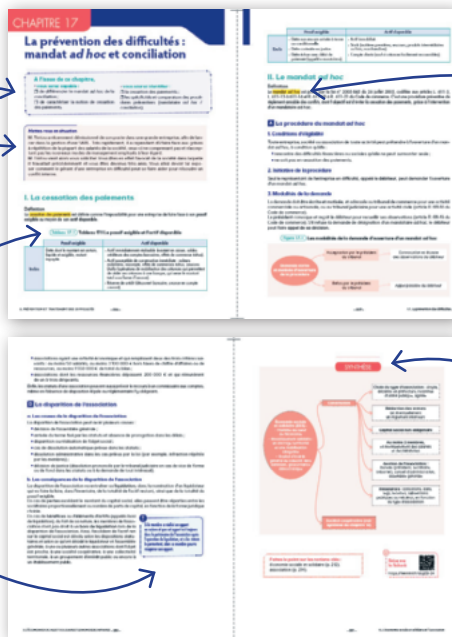
Mise en situation pour contextualiser professionnellement le cours

Schéma ou tableau

pour faciliter la mémorisation



pour souligner des nuances ou des pièges à éviter



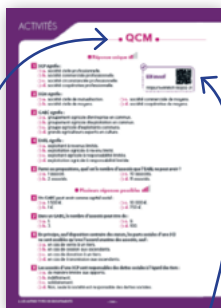
Définition pour apprendre les notions clés

Exemple pour illustrer le cours

SCHEMA DE SYNTHÈSE pour retenir l'essentiel

● DES ACTIVITÉS PROGRESSIVES pour s'entraîner de manière intensive

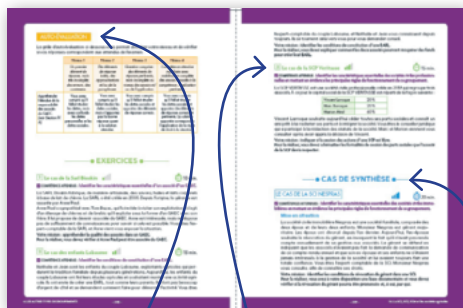
● DES SUJETS TYPE D'EXAMEN



QCM pour tester sa mémoire



Ressource à flasher pour pratiquer et réviser



Cas guidé et corrigé pas à pas avec de la méthode, des conseils et une **grille d'autoévaluation** fidèle à celle du jury

Exercices d'application de difficulté progressive pour s'entraîner

Cas de synthèse pour se projeter vers l'examen



Sujets type d'examen pour vous mettre en situation au fur et à mesure de la progression de vos connaissances.

Programme

Compétences attendues	Ouvrage
1. APPRÉHENDER LES FONDEMENTS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE (16 h)	
1.1. Identifier l'objet de la science économique (6 h)	
– Identifier les relations entre les différents agents économiques. – Repérer la contribution des différents acteurs et secteurs d'activité à la création de richesse.	Chapitre 1. Fondements et objets de la science économique
1.2. Expliquer les principaux faits de l'histoire économique à partir des grands courants de pensée (10 h)	
– Analyser des problématiques économiques au regard de l'histoire des faits et de la pensée économique.	Chapitre 2. Histoire économique et grands courants de pensée Sujet type d'examen 1
2. COMPRENDRE LE FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS (25 h)	
2.1. Étudier les dynamiques de marché concurrentiel (9 h)	
– Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix en concurrence pure et parfaite. – Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché. – Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite.	Chapitre 3. Les dynamiques de marché concurrentiel
2.2. Étudier le fonctionnement des marchés en concurrence imparfaite et leur régulation (7 h)	
– Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. – Justifier la régulation de la concurrence.	Chapitre 4. Concurrence imparfaite et régulation Sujet type d'examen 2
2.3. Repérer l'existence de défaillances de marchés et leurs modalités de régulation (9 h)	
– Repérer des cas d'externalités, de biens collectifs et d'asymétries d'information, puis en appréhender les conséquences. – Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances de marché.	Chapitre 5. Défaillances de marché et régulation
3. IDENTIFIER LES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (16 h)	
3.1. Identifier les agents du système financier et leurs comportements (7 h)	
– Expliquer les comportements d'épargne et d'investissement.	Chapitre 6. Les agents du système financier
3.2. Distinguer les circuits de financement de l'économie (9 h)	
– Distinguer le financement direct du financement indirect. – Comprendre le rôle des banques dans le financement de l'économie.	Chapitre 7. Les circuits de financement Sujet type d'examen 3

4. IDENTIFIER LES ENJEUX DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE (23 h)	
4.1. Mesurer la croissance économique et ses limites (7 h)	
– Interpréter l’usage d’indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB. – Comparer la situation conjoncturelle de pays dans le temps et l’espace à partir de différents indicateurs.	Chapitre 8. Mesure de la croissance et ses limites Sujet type d’examen 4
4.2. Expliquer les déterminants de la croissance économique (8 h)	
– Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance.	Chapitre 9. Les déterminants de la croissance
4.3. Présenter les finalités, limites et enjeux de la croissance économique (8 h)	
– Analyser le rôle de la croissance sur une économie et ses limites. – Caractériser le développement durable et ses enjeux.	Chapitre 10. Finalités, limites et enjeux de la croissance économique
5. ANALYSER LA RÉGULATION PUBLIQUE (35 h)	
5.1. Présenter les rôles de l’État et les différents niveaux de l’action publique (10 h)	
– Caractériser les fonctions de l’État. – Repérer les différents organes de l’action publique aux niveaux local, national et supranational. – Comparer l’évolution des finances publiques d’un ou plusieurs pays et ses enjeux.	Chapitre 11. Les rôles de l’État et les différents niveaux de l’action publique
5.2. Caractériser des politiques économiques et leurs impacts (10 h)	
– Caractériser une politique économique dans une situation donnée. – Apprécier les enjeux d’une politique économique (ou d’une décision) donnée.	Chapitre 12. L’analyse des politiques économiques et leurs impacts dans le cadre européen
5.3. Analyser des politiques économiques conjoncturelles et structurelles dans un cadre européen (15 h)	
– Identifier les enjeux des politiques budgétaires nationales et leur encadrement par l’Union Européenne (UE). – Identifier les enjeux et les différents outils de la politique monétaire (UEM). – Identifier et analyser les politiques structurelles mises en œuvre.	Chapitre 12. L’analyse des politiques économiques et leurs impacts dans le cadre européen Sujet type d’examen 5
6. ANALYSER LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX ET LEUR RÉGULATION (26 h)	
6.1. Analyser le marché du travail et ses déséquilibres (10 h)	
– Comparer la situation du marché du travail dans différents pays par l’analyse de données statistiques. – Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage. – Identifier les conséquences de la révolution numérique sur les modalités de travail.	Chapitre 13. Le marché du travail, ses déséquilibres et les politiques sociales
6.2. Analyser les politiques sociales face aux déséquilibres sur le marché du travail (6 h)	
– Analyser les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l’emploi au sein des pays de l’OCDE. – Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail.	Chapitre 13. Le marché du travail, ses déséquilibres et les politiques sociales Sujet type d’examen 8

6.3. Analyser les politiques de redistribution face aux risques et inégalités (10h)	
– Identifier les différentes formes d'inégalités et leurs évolutions. – Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. – Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution.	Chapitre 14. Les politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales Sujet type d'examen 6
7. IDENTIFIER LES ENJEUX DE LA MONDIALISATION DES ÉCONOMIES (24 h)	
7.1. Apprécier les transformations du commerce mondial (10h)	
– Caractériser l'évolution de la mondialisation. – Expliquer le rôle des firmes multinationales dans le processus de mondialisation. – Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs.	Chapitre 15. Les transformations du commerce mondial
7.2. Analyser les politiques commerciales et d'attractivité (9 h)	
– Analyser et justifier les politiques commerciales d'un pays. – Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité et de compétitivité.	Chapitre 16. Les politiques commerciales et d'attractivité Sujet type d'examen 7
7.3. Comprendre la gouvernance mondiale et ses limites (5 h)	
– Repérer les enjeux de la régulation mondiale et ses limites.	Chapitre 17. La gouvernance mondiale et ses limites

L'épreuve d'économie contemporaine

L'épreuve d'économie contemporaine est une épreuve écrite de 4 heures, coefficientée 1. Son obtention permet l'octroi de 14 crédits ECTS.

L'intégralité du sujet s'inscrit obligatoirement dans le cadre d'une mise en situation donnée en introduction du sujet.

Le sujet se compose de deux parties :

1. Analyse d'un dossier documentaire (12 points)

La première partie est introduite par une mission à réaliser. Pour réaliser cette mission, un dossier documentaire est remis au candidat afin qu'il puisse réaliser 3 travaux distincts.

En outre, le premier travail portera automatiquement sur l'analyse d'un document statistique (tableau ou graphique).

2. Question problématisée (8 points)

La deuxième partie est introduite par une nouvelle mission à réaliser. Elle consiste en une réponse argumentée et structurée à une problématique donnée dans le sujet.

Le sujet de la question problématisée est indépendant du dossier documentaire fourni pour le dossier 1.

SUJETS	Partie 1 LES FONDEMENTS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE	Partie 2 LE FONCTION- NEMENT DES MARCHÉS	Partie 3 LE FINANCEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	Partie 4 LES ENJEUX DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE	Partie 5 LA RÉGULATION PUBLIQUE	Partie 6 LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX	Partie 7 MONDIALISATION ET ÉCONOMIE INTERNATIONALE
2022		X		X	X		
2023					X		
2024			X	X			X
2025			X	X			



1. Comprendre le vocabulaire des consignes

Dans le cadre de vos évaluations et de l'examen, vous serez amené à répondre à des questions, dans lesquelles apparaîtront régulièrement un certain nombre de verbes clés, des verbes d'action. Ceux-ci doivent devenir familiers et vous permettre de vous orienter facilement dans votre réponse, sans crainte de contresens ou de hors sujet.

Analyser : distinguer, étudier, examiner des faits et données

Exemple : « À partir des documents joints, analysez les performances du commerce extérieur de la France. »

Distinguer les causes conjoncturelles des causes structurelles.

Différencier les périodes de déficit et d'excédent.

Mesurer l'évolution du phénomène.

Identifier les points forts et les limites.

Démontrer, justifier (évalue la capacité à appliquer des savoirs pour construire une réponse argumentée)

Exemple : « Justifiez l'intervention de l'État en situation de crise économique. »

Rappeler les fonctions de l'État moderne.

Montrer les spécificités de l'action de l'État.

Indiquer les effets attendus.

Expliquer, commenter (évalue la capacité à transmettre un savoir à partir d'une réponse construite)

Exemple : « Expliquez les causes du chômage en France. »

Utiliser les outils d'analyse adaptés.

Confronter la théorie aux faits et données.

Repérer les points de convergences et de divergences à partir de la confrontation théories-faits.

Identifier (évalue le degré de maîtrise des savoirs pour repérer un ou des phénomènes)

Exemple : « Identifiez les causes du chômage au sein des pays développés. »

Distinguer les causes conjoncturelles et structurelles.

Distinguer les causes locales, nationales, internationales.

Distinguer les causes macroéconomiques et microéconomiques.

Présenter (évalue la profondeur et la maîtrise d'une théorie, d'un concept)

Exemple : « Présentez les effets et limites du principe du multiplicateur de l'investissement. »

Rappeler le courant auquel le concept est attaché (analyse keynésienne).

Détailler le mécanisme, sa spécificité et ses limites.

Indiquer la pertinence du concept dans un contexte contemporain.

Qualifier, caractériser, préciser, différencier, comparer (mesure la capacité à utiliser des savoirs pour décrire une situation)

Exemple : « Caractérisez l'évolution du chômage en France. »

Repérer les spécificités du chômage en France.

Comparer la situation de la France au regard de pays comparables.

Qualifier la situation du chômage en France.

Rappeler, indiquer (évalue le degré de maîtrise des savoirs)

Exemple : « Rappelez les différentes approches de la science économique selon les auteurs. »

Connaître les écoles classiques et néoclassiques.

Distinguez les différences d'approches concernant l'objet d'étude de la science économique.

Définir la science économique.

Synthétiser (évalue la capacité à réunir de manière cohérente des idées, des faits donnés pour les restituer de manière structurée et concise)

Exemple : « Synthétisez un corpus documentaire sur un thème donné. »

Repérer les informations essentielles de chaque document.

Regrouper par thèmes les informations repérées.

Structurer de manière cohérente les informations pour en dégager un plan et une problématique.

2. Analyse d'un dossier documentaire

À partir d'une mise en situation donnée en introduction du sujet, une base documentaire vous est remise afin de réaliser la première partie du sujet. Elle comporte plusieurs types de documents : des articles de presse et/ou des analyses économiques issues d'organismes statistiques (INSEE, Eurostat, OCDE), des tableaux ou des graphiques. À partir de cette base, il vous est demandé de réaliser une mission qui se décompose le plus souvent en quatre tâches. Pour réaliser ce travail, vous vous appuyez sur les documents et vos connaissances. Vos réponses devront s'inscrire dans le cadre de la mise en situation donnée. Ex. : si la mise en situation indique que vous travaillez dans une entreprise fortement ouverte à l'international et que les documents remis portent sur la situation macro-économique de la France, il faudra analyser en priorité les données relatives à la performance du commerce extérieur (la thématique des documents suit généralement l'ordre des tâches à réaliser).

Enfin, il est important de bien prendre en compte les attendus des réponses en particulier dans la structuration de votre réponse (voir « Les attendus » ci-dessous).

Exemple de travail à réaliser : « Analysez l'évolution de l'investissement en France. »

Document 1 : Alexandre Mirlicourtols, « Le taux d'investissement des entreprises s'envole en France », Xerfi – *La Tribune*, 14 juin 2019, voir en ligne sur www.latribune.fr.

Document 2 : L'évolution de l'investissement en France

L'investissement des entreprises non financières augmente de 4,3 % en valeur (après + 3,1 % en 2015 et + 1,9 % en 2014), soutenu principalement par les dépenses en activités informatiques (programmation, conseil, gestion d'installations) et en services d'information (traitement de données, hébergement de sites internet, etc.), qui progressent de 7,7 %. Ces dépenses représentent 16,0 % du total des dépenses d'investissement des entreprises non financières et cette part augmente légèrement chaque année. Bien que moins dynamiques, les dépenses en recherche et développement scientifique accélèrent (+ 3,2 % après + 1,8 % en 2015). Les dépenses en produits industriels contribuent également à la hausse des investissements des entreprises non financières, grâce notamment à l'investissement en véhicules automobiles (+ 9,9 %) et en construction, qui reprend après deux années de baisse (+ 2,1 % après - 1,1 % en 2015 et - 1,5 % en 2014). Au total, le taux d'investissement des entreprises non financières s'établit à 21,7 % et retrouve son niveau de 2008 (21,6 %).

Les institutions financières contribuent elles aussi à la hausse de l'investissement dans l'économie, avec une augmentation de 7,1 %, attribuable à l'accroissement de leurs dépenses en construction (+ 6,8 %), ainsi qu'en activités informatiques et en services d'information (+ 7,6 %). Cette progression fait suite à une hausse de même ampleur en 2015 (+ 6,0 %).

L'investissement des administrations publiques se stabilise en 2016 (- 0,1 % en valeur, après - 4,3 % en 2015 et - 5,5 % en 2014). Les dépenses en construction reculent toujours (- 5,5 % après - 6,5 % en 2015) et ce sont les dépenses en matériels de transport, dopées par d'importantes livraisons de matériel militaire, qui soutiennent l'investissement public (+ 57,8 %). Ces

dépenses ont été principalement le fait de l'État, dont l'investissement augmente de 15,0 % tous produits confondus, tandis que les dépenses des administrations publiques locales continuent de baisser (– 3,3 %, après – 9,7 % en 2015 et – 8,3 % en 2014).

Insee Références, édition 2017.

● Les attendus

Les candidats doivent apporter une **réponse structurée** comprenant les éléments suivants :

- une référence explicite en début de réponse aux documents mobilisés pour répondre à la question ;
- une définition du terme et/ou des termes clés pour répondre à la question ;
- une réponse structurée avec des parties distinctes à faire ressortir à partir des documents et de vos savoirs ;
- une conclusion en forme de synthèse qui met en avant l'importance du phénomène étudié.

● Le travail au brouillon

ÉTAPE 1 Identifier les termes à définir (2 min.)

Le terme central à définir est, dans le cas présent, **investissement**, ou **formation brute de capital fixe** pour la comptabilité nationale.

Dans un deuxième temps l'analyse porte sur l'évolution des différentes formes d'investissement qu'il faudra définir à savoir l'**investissement matériel et immatériel**.

Enfin, il pourra être précisé que **le taux d'investissement** se mesure par le rapport entre FBCF et PIB.

ÉTAPE 2 Structurer votre analyse (5 min.)

Lire et repérer la manière dont les documents abordent l'étude de l'investissement.

Le document 1 analyse les raisons du niveau élevé de l'investissement et les moteurs de ce niveau (investissement matériel ou investissement immatériel).

Dans le document 2, on distingue le niveau d'investissement des agents économiques en soulignant l'importance des entreprises non financières dans la contribution à l'investissement.

On peut donc structurer la réponse en distinguant investissement matériel et investissement immatériel puis, en second lieu, les niveaux d'investissement par agent économique.

ÉTAPE 3 Élaborer le plan détaillé de votre réponse (3 min.)

Introduction :

- Rappel des sources documentaires
- Définition investissement

I. L'importance relative mais prépondérante de l'investissement matériel

- Le poids de la construction pour les SNF
- L'investissement matériel inférieur à l'investissement immatériel

II. La montée en puissance de l'investissement immatériel

- Poids des sociétés non financières (informatique, SI et R & D).
- Investissement des sociétés financières en immatériel.

Conclusion : importance de l'investissement comme moteur de la croissance

● Le travail sur la copie

ÉTAPE 4

Procéder à la rédaction de vos notes (20 min.)

L'analyse de l'investissement s'appuie sur l'étude du document 1 (extrait Internet du quotidien économique *La Tribune* en date du 14 juin 2019) et document 2 (extrait de l'étude « Références » l'Insee 2017). L'investissement, ou formation brute de capital fixe pour la comptabilité nationale, correspond à l'acquisition par un agent économique de capital fixe afin d'en obtenir un revenu futur. On distingue investissement net et investissement de remplacement. Ainsi, l'investissement net correspond à l'acquisition de biens durables productifs, qui vont participer à l'accroissement de la capacité productive. Alors que l'investissement de remplacement se réalise à partir des dotations aux amortissements qui permettent le remplacement des biens durables frappé par l'usure ou l'obsolescence (Investissement brut = Investissement net + Investissement de remplacement).

I. L'importance relative mais prépondérante de l'investissement matériel

Avec plus de 24 % de taux d'investissement (FBCF/PIB), la France est à son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008 et au-dessus de l'Allemagne.

La France est poussée par une dynamique de l'investissement plus importante qu'en Allemagne. L'origine de cette augmentation est d'abord liée à l'importance du poids de la construction dans l'investissement avec plus de 53 % du total. Les entreprises et les sociétés financières contribuent à cette augmentation alors qu'il recule pour les administrations publiques. L'investissement matériel qui correspond à l'acquisition de biens de production ne représente quant à lui un peu moins de 23 % en 2019.

L'investissement matériel est d'abord le fait des entreprises et des administrations qui investissent dans les véhicules automobiles. L'investissement est le fait de l'État.

Si on observe plus précisément, l'investissement matériel recule durablement par rapport à l'investissement immatériel.

II. La montée en puissance de l'investissement immatériel

Poids des sociétés non financières se traduit par des efforts importants d'investissement dans les activités informatiques, mais aussi des systèmes d'information (SI) et dans une moindre mesure dans la recherche et développement. Ce mouvement se retrouve dans l'investissement des sociétés financières qui investissent dans l'immatériel et en particulier l'informatique et les SI.

De manière générale on note que si l'investissement est au plus haut en 2019, sa reprise date de 2017 après deux années de baisse.

ÉTAPE 5

Rédiger la conclusion (3 min.)

L'investissement est plus que jamais au cœur de la dynamique de la croissance. En effet, les ruptures introduites par les innovations technologiques actuellement à l'œuvre nécessitent aujourd'hui d'investir massivement.

ÉTAPE 6

Relecture (2 min.)



3. Question problématisée

Dans la deuxième partie du sujet, il vous sera demandé de réaliser un travail d'argumentation et de répondre à une problématique donnée. En conséquence, il vous sera posé de manière explicite une question. Il est attendu en réponse à cette question une argumentation structurée s'appuyant sur la mise en situation donnée au début du sujet, sur vos compétences et sur vos connaissances (théoriques et factuelles).

Exemple : « La croissance verte est-elle une solution viable pour sortir de la crise ? »

● Le travail au brouillon

ÉTAPE 1 Bien lire le sujet pour en repérer l'intérêt et le contextualiser

(10 min.)

A Quelles est **l'actualité du sujet** ? Pour quelles raisons le sujet est-il proposé à un moment donné ?

Quel est son intérêt aujourd'hui ? ou Comment le sujet s'inscrit-il au regard de la mise en situation proposée.

B Le candidat doit établir les liens entre l'analyse du dossier documentaire de la première partie, le sujet traité et les enjeux qu'ils soulèvent.

Deux repères : un accord passé (Accord de Paris COP-21 2015) et un autre accord (« Green Pact ») à venir pour illustrer l'actualité et intérêt du sujet.

L'Accord de Paris 2015 (COP-21) relatif au climat et au changement climatique approuvé par 195 pays et rentré en vigueur en 2016 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré.

En 2020, constat d'un écart grandissant, concernant l'émission de CO₂, entre les objectifs fixés en 2015 et les trajectoires d'émission actuelle.

Mise en place au sein de l'Union européenne d'un « **Green Pact** », une nouvelle stratégie de croissance verte pour « réconcilier l'économie avec la planète » avec, comme objectif, la recherche de la neutralité carbone d'ici 2050.

ÉTAPE 2 Lire et repérer les termes clés du sujet (10 min.)

A La notion de **croissance verte** est à définir dans une perspective de développement durable. Dans le prolongement du développement durable, la notion de viabilité sous-entend de faire mieux avec moins dans une logique d'innovation frugale par exemple.

B La notion de **viable** doit renvoyer à une dimension longue, donc durable dans une logique de développement durable.

C La notion de **crise** est à définir dans une acception soulignant les ruptures observées sous l'angle économique avec le ralentissement sur longue période du régime de

croissance dans les pays développés, sous l'angle social avec l'accroissement des inégalités de revenus et les difficultés de financement des États providence et enfin sous l'angle environnemental avec l'accélération des conséquences liées au dérèglement climatique et la surexploitation des ressources.

ÉTAPE 3

Recenser et structurer les idées et les connaissances (théories, faits, exemples) en lien direct avec le sujet (15 min.)

A Recenser les idées et connaissances en vous appuyant sur votre maîtrise des points du programme qui répondent le plus directement à la question.

Dans le cas présent 5 points du programme peuvent être retenus :

- Analyser le rôle de la croissance sur une économie (5.1)
- Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance (5.2)
- Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions (5.3)
- Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs (5.3)
- Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique (5.3)

B

Structurer vos idées en les regroupant par grandes thématiques

Autour de la croissance verte, on pourra distinguer :

- Les opportunités et limites économiques, sociales, environnementales d'une croissance verte
- Les différentes politiques économiques menées

ÉTAPE 4

Les éléments incontournables du plan

- Le plan peut comporter deux ou trois parties équilibrées en rapport direct avec le sujet
- Les titres de chaque partie doivent être apparents.
- À la fin de chaque partie, des transitions doivent être rédigées afin de servir de fil conducteur entre les parties.
- Chaque sous-partie doit comporter au moins un argument construit à partir des savoirs

ÉTAPE 5

Construire le plan de la question problématisée (15 min.)

À partir des étapes 3 et 4 vous pouvez dégager des parties (étape 3.B) dans lesquelles vous intégrer les éléments de la problématique (étape 4) :

A Première grande partie avec les questions à traiter : **Les opportunités et limites économiques, sociales, environnementales d'une croissance verte.**

- Comment les économistes abordent-ils cette question ?
- Le modèle de croissance traditionnel a-t-il encore un avenir ?
- Pourra-t-on se passer d'une croissance verte ?
- Les États du fait de leur endettement auront-ils les moyens de financer une croissance verte ?

B Seconde grande partie avec les questions à traiter : **Les différentes politiques économiques menées.**

- Comment réduire les déséquilibres environnementaux ?
- Quelles priorités en matière de politique économique verte ?
- Quels peuvent être les effets attendus des politiques économiques vertes.
- Le modèle de gestion internationale des problèmes environnementaux (COP) est-il adapté ?

● Le travail sur la copie

ÉTAPE 6 À partir des étapes 1, 2, 4 et 5, rédiger l'introduction (15 min.)

Elle devra comporter les trois éléments suivants :

- Accroche s'appuyant sur l'actualité du sujet et/ou la mise en situation donnée (Étape 1)
- Définition des termes clés du sujet (Étape 2)
- Annonce du plan en présentant les deux grandes parties (Étape 5)

ÉTAPE 7 À partir des étapes 3 et 5, rédiger le corps du développement (35 min.)

À partir du travail de recension des idées, connaissances en relation directe avec le sujet construisez un raisonnement qui respecte la logique suivante :

Idée	Argument	Illustration
Relancer l'économie par un investissement dans la croissance verte.	Justification théorique des effets à court terme du multiplicateur de l'investissement de J. M. Keynes sous contrainte de coordination en économie ouverte.	Green Pact européen.

ÉTAPE 8 Rédigez la conclusion (5 min.)

Synthétiser les arguments permettant de répondre à la problématique.

ÉTAPE 9 Relecture (5 min.)

4. Étude de données quantitatives

Dans le cadre de l'analyse du dossier documentaire pourront figurer des tableaux comportant des données chiffrées. Il est donc impératif de faire ressortir les données issues de ces tableaux afin de les citer explicitement lors des travaux à rendre.

Pour interpréter ces données vous devrez vous appuyer sur vos compétences en matière d'analyse de données statistiques et sur vos connaissances spécifiques relatives au sujet étudié.

Exemple de question posée : « Expliquez à partir des ratios ci-dessus, la nature des choix à réaliser par l'État dans la construction annuelle du budget. »

Les principaux ratios de finances publiques en % du PIB

	2014	2015	2016	2017
Déficit du budget de l'État	3,9	3,6	- 3,5	- 2,7
Dette publique	94,9	95,6	98,2	98,5
Recettes du budget de l'État	53,3	53,2	53,2	53,8
Dépenses du budget de l'État	57,2	56,8	56,7	56,5

INSEE, Tableaux de l'économie française 2019.

● Le travail au brouillon

ÉTAPE 1

Repositionner le phénomène étudié dans le cadre de l'analyse économique (5 min.)

Le titre indique que les données sont relatives aux ratios des finances publiques. Il s'agit donc de **l'étude du budget de l'État à partir de l'analyse des recettes et dépenses de l'État**. La construction du budget de l'État détermine ses moyens d'action, donc sa place et son rôle dans l'économie.

Ce point est étudié dans le chapitre 7.

Par ailleurs, les ratios sont donnés en pourcentage du PIB. Cette normalisation de présentation facilite l'appropriation des ordres de grandeur. On doit donc avoir en tête les deux critères du pacte de stabilité que doivent respecter par les pays membres de l'UEM :

- un déficit inférieur à 3 % du PIB ;
- un endettement inférieur à 60 % du PIB.

Enfin pour mieux comprendre la nature des ratios étudiés, il convient d'avoir en tête le montant du PIB de la France en 2017 soit 2 292 milliards d'euros.

ÉTAPE 2 Repérer le cadre des données étudiées (2 min.)

Cadre temporel : étude sur quatre ans des principaux ratios des finances publiques.

Cadre spatial : étude des finances publiques de la France et membre de l'Union économique et monétaire.

Le phénomène étudié : évolution des ratios de déficit et d'endettement

ÉTAPE 3 Comprendre les données (3 min.)

Pour comprendre les données il convient de distinguer **déficit** et **endettement**.

Le **déficit** correspond à une situation des finances publiques caractérisée par un montant des dépenses publiques supérieures aux recettes publiques. NB : attention à ne pas confondre les notions de déficit des finances publiques et déficit du commerce extérieur

L'**endettement** correspond à la somme cumulée dans le temps des déficits.

Lecture des données du tableau :

En 2017 le déficit était de -2,7 %. Avec un montant de PIB à 2 292 milliards d'euros cela représente un déficit de 62 milliards d'euros.

En 2017 l'endettement représentait 98,5 % du PIB soit un montant de 2 263 milliards d'euros. Les dépenses étaient supérieures à 2,7 points par rapport aux recettes.

ÉTAPE 4 Les éléments d'analyse à faire ressortir

Une réduction du déficit sur l'ensemble de la période, ce qui permet à la France de revenir dans les normes du Pacte de stabilité à partir de 2017.

Une augmentation continue de l'endettement, ce dernier étant supérieur de 48,5 points à la norme du Pacte de stabilité.

Sur quatre ans le déficit du budget de l'État français est ramené de -3,9 % à -2,7 % en 2017. Cette réduction lui permet de respecter les normes du Pacte de stabilité. En revanche sur la même période on note une augmentation de l'endettement qui se rapproche des 100 % du PIB. Ce dernier a augmenté de 3,6 points en quatre ans.

L'observation des recettes et dépenses montre que les recettes ont augmenté légèrement de 0,5 point en quatre ans alors que les dépenses ont reculé dans le même temps de 0,7 point.

● Le travail sur la copie

ÉTAPE 5 Rédiger les éléments d'analyse en les intégrant à l'étude des autres documents (5 min.)

L'idée-force est de faire ressortir les différents choix budgétaires opérés.

Pour financer son déficit, l'État doit emprunter. En 2017, l'endettement était de 98,5 % du PIB avec une continuelle augmentation sur les quatre dernières années. L'emprunt donne lieu au remboursement du capital et au versement d'intérêt (service de la dette). Pour réduire ce poids financier mais aussi pour respecter les engagements budgétaires européens (Pacte de stabilité) l'État dispose de deux choix pour réduire son déficit : augmenter les impôts ou réduire les dépenses. Entre 2014 et 2017, on observe que l'État a cherché à réduire ses dépenses car le déficit est en recul de 0,7 point. Cependant, augmenter les dépenses pour soutenir la croissance peut se traduire à terme par une augmentation des recettes (augmentation des recettes de TVA avec l'augmentation de la consommation par exemple) et une diminution des dépenses (si retour du plein-emploi diminution des versements d'allocation-chômage).

PARTIE 1



LES FONDEMENTS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

1 Fondements et objet de la science économique p. 4

- I. L'objet de l'économie :
la lutte contre la rareté p. 4
- II. La recherche de l'adéquation
entre besoins et ressources p. 6
- III. La création de richesse
au sein du tissu économique p. 8
- IV. Les secteurs économiques et
la tertiarisation de l'économie p. 10
- Activités p. 13 à p. 21

2 Les principaux faits de l'histoire économique à partir des grands courants de pensée p. 22

- I. Les révolutions industrielles
et l'affirmation du libéralisme
classique p. 22
- II. La crise de 1929 et
l'émergence du keynésianisme p. 25
- III. Les Trente Glorieuses
et l'apogée du keynésianisme p. 27
- IV. La crise des années 1970
et le retour du libéralisme p. 28
- Activités p. 32 à p. 41

■ Sujet type d'examen 1 p. 42

- Analyse d'un dossier
documentaire p. 42
- Question problématisée p. 43



EXPLORER **LE FUTUR** DE **VOTRE MÉTIER !**



www.lienmini.fr/dcg05-035

« Grâce à l'analyse de données de la macroéconomie, l'expert-comptable peut conseiller ses clients sur leurs activités. »

Fondements et objet de la science économique

À l'issue de ce chapitre,

• vous serez capable :

- d'identifier les relations entre les différents agents économiques;
- de repérer la contribution des différents acteurs et des secteurs d'activité à la création de richesse.

• vous saurez identifier :

- le concept de science économique;
- les différents agents économiques et leurs fonctions principales;
- la détermination de la valeur ajoutée;
- la répartition primaire des revenus;
- la tertiarisation de l'économie et la désindustrialisation.

Mettez-vous en situation

Lors de votre stage en fin de première année dans une PME, vous assistez à l'assemblée générale avec la présentation des résultats de l'année. Le dirigeant explique que l'entreprise a créé de la richesse, mais que celle-ci doit être répartie entre les salariés, l'État, les banques et les actionnaires. Un collaborateur s'interroge alors : qui crée réellement la richesse et comment se répartit-elle entre les acteurs économiques ?

Ces questions renvoient à l'objet de la science économique, qui étudie la manière dont des acteurs font des choix pour satisfaire des besoins à partir de ressources limitées. Dans un contexte de transition énergétique et de transformation des modes de production, ces arbitrages sont de plus en plus complexes mais cruciaux.

Ce chapitre permet de poser les fondements de la science économique, d'identifier les agents économiques et de comprendre les mécanismes de création et de répartition de la richesse.

I. L'objet de l'économie : la lutte contre la rareté

A De l'économie politique à la science économique

Définition

Le mot « **économie** » est emprunté au latin *œconomia*, lui-même emprunté au grec ancien *oikonomia* (« gestion de la maison ») formé des mots *oikos* (« maison ») et *nómos* (« loi »).

Aristote et Platon ont été les premiers à s'intéresser à l'économie. Des pères de l'Église ou encore des philosophes arabes étudieront aussi la question et leurs analyses ont inspiré des économistes fondateurs comme Adam Smith, John Maynard Keynes et Karl Marx.

Définition

La **science économique** étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif (Lionel Robbins, *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, 1947).

Les auteurs néoclassiques, Alfred Marshall, Carl Menger, Vilfredo Pareto et Léon Walras vont mettre l'accent sur l'existence de la rareté.

L'existence de contraintes de rareté crée le problème économique, lequel devient :

- Quoi produire et en quelle quantité : quelle est l'allocation optimale des ressources dès lors que celles-ci ne sont pas illimitées ?
- Comment produire : quelle est la combinaison productive la plus efficace, la plus économique ?
- Pour qui produire : comment répartir la richesse créée ?

Ces questions renvoient l'activité économique à trois actes fondamentaux : **la production, la consommation et la répartition.**

B La rareté des ressources face à la diversité des besoins

1. Des besoins illimités

Définition

Un **besoin** correspond à une situation de manque accompagnée d'une envie de le faire disparaître par une action économique ou sociale. L'insatisfaction du besoin provoque une frustration alors que la satisfaction génère une amélioration du bien-être.

Cette définition du besoin englobe toutes les intensités de la privation, il peut s'agir d'un simple désir, d'une envie ou d'une nécessité impérieuse. Les besoins répondent ainsi aux principes de :

- satiété : l'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ; au-delà d'une certaine satisfaction, le besoin est saturé, il peut même donner lieu à une « désutilité » ;
- comparabilité : tout individu est capable d'établir une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins et d'établir des priorités.

Les besoins peuvent être hiérarchisés et font l'objet de classifications. Traditionnellement, les besoins primaires sont distingués des besoins secondaires, il est également nécessaire de préciser la notion de besoins collectifs :

- les besoins primaires sont ceux dont la satisfaction est indispensable à la survie, ils comportent une importante dimension physiologique : il s'agit de l'alimentation, de la lutte contre les intempéries, du sommeil, d'un minimum d'hygiène...
- les besoins secondaires sont ceux dont la satisfaction est plus superflue et non essentielle à la survie, ils présentent un caractère social ;
- les besoins collectifs sont ceux qui ne peuvent être satisfaits que par une action de la collectivité, par exemple la création des infrastructures nécessaires au développement des réseaux de communication.



En économie, on ne retient que les besoins **solvables**, c'est-à-dire ceux qui peuvent être satisfaits par une demande effective de biens et services.

2. Des ressources rares

Définition

Une **ressource** est une richesse, un moyen. On distingue différents types de ressources : naturelles, financières, physiques, humaines, informationnelles.

On distingue cinq catégories de ressources :

- les **ressources naturelles** proviennent de la terre, du ciel, de la mer. Certaines sont non reproductibles, non renouvelables à l'échelle humaine ou s'épuisent, ce qui pose le problème de la recherche de substituts ;

- les **ressources financières** d'une unité de production correspondent aux deux grands types de capitaux qui permettent de financer son activité économique : les capitaux propres et l'endettement net;
- les **ressources physiques** permettent de produire d'autres biens. On distingue le capital fixe – ensemble des biens durables permettant d'améliorer l'efficacité et l'efficience du travail – et le capital circulant – ensemble des biens non durables transformés pour produire d'autres biens (matières premières, produits non finis);
- les **ressources humaines** dont les aspects quantitatifs et qualitatifs dépendent de la démographie, de l'amélioration des conditions de vie ou encore du système de santé, d'éducation et de formation;
- les **ressources informationnelles** sont les informations nécessaires aux organisations pour la prise de décision et la résolution de problème.

Les ressources se caractérisent par un degré plus ou moins important de rareté.

Tableau 1.1 Classification des ressources selon leur rareté

Degré de rareté des ressources	Cas le plus fréquent : les ressources rares		Cas marginal : les ressources abondantes et/ou non rivales
	Ressources en voie d'épuisement au niveau mondial	Ressources rares au niveau d'une nation mais disponibles à l'échelle mondiale	
Exemples	• L'énergie fossile • L'eau	• Matières premières agricoles • Le travail hautement qualifié • Le capital financier	• L'énergie solaire • La connaissance



Par leur interaction avec l'environnement, les besoins sont illimités alors que les ressources pour les satisfaire sont limitées.

II. La recherche de l'adéquation entre besoins et ressources

Si les besoins sont illimités et les ressources limitées, chaque société doit organiser une rencontre entre ces deux réalités. Cette recherche d'adéquation repose sur des acteurs bien identifiés – les agents économiques – et sur des mécanismes d'échange et de production qui permettent la création et la répartition de la richesse

A Le cadre d'analyse

Définitions

La **comptabilité nationale** (CN) analyse les opérations des unités résidentes ou agents économiques ayant un intérêt économique sur le territoire national.

Un **agent économique** est une unité de décision qui dispose d'une autonomie dans ses choix et qui participe à l'activité économique en réalisant des opérations de production, de consommation, d'épargne, de financement ou de redistribution.

L'**économie nationale** correspond donc à l'ensemble des agents résidents qui effectuent des opérations économiques pendant au moins un an sur le territoire.

B Les différents agents économiques, leurs rôles

Le regroupement des unités en agents économiques repose sur la nature de leur activité, leur fonction principale et l'origine de leurs ressources. L'Insee distingue cinq secteurs institutionnels résidents : les ménages, les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques et les institutions sans but lucratif au service des ménages, auxquelles s'ajoute le reste du monde.

Tableau 1.2 Synthèse des secteurs institutionnels

Les secteurs institutionnels	Fonction principale	Ressources principales
Les ménages	• Consommer ; • Produire des biens et services marchands.	• Rémunération des facteurs de production ; • Transfert provenant des autres secteurs ; • Produits de la vente.
Les sociétés non financières	• Produire des biens et services marchands non financiers.	• Produits de la vente.
Les administrations publiques	• Produire des services non marchands ; • Effectuer des opérations de répartition et de redistribution.	• Prélèvements obligatoires directs (impôts et taxes) et indirects (cotisations).
Les sociétés financières	• Financer, c'est-à-dire collecter, transformer et répartir des moyens de financement ; • Assurer, c'est-à-dire payer en cas de réalisation d'un risque.	• Fonds provenant des engagements financiers des agents.
Les institutions sans but lucratif aux services des ménages (ISBLSM)	• Produire des services non marchands destinés aux ménages.	• Cotisation volontaire des ménages.
Reste du monde (RDM)	L'objet de ce secteur est de recenser les relations entre les unités résidentes et les unités non résidentes.	

C Le circuit économique simplifié

L'ensemble des interactions entre les agents économiques peut être représenté par un circuit économique. Il met en évidence la circulation permanente de biens et services réels et de flux monétaires.

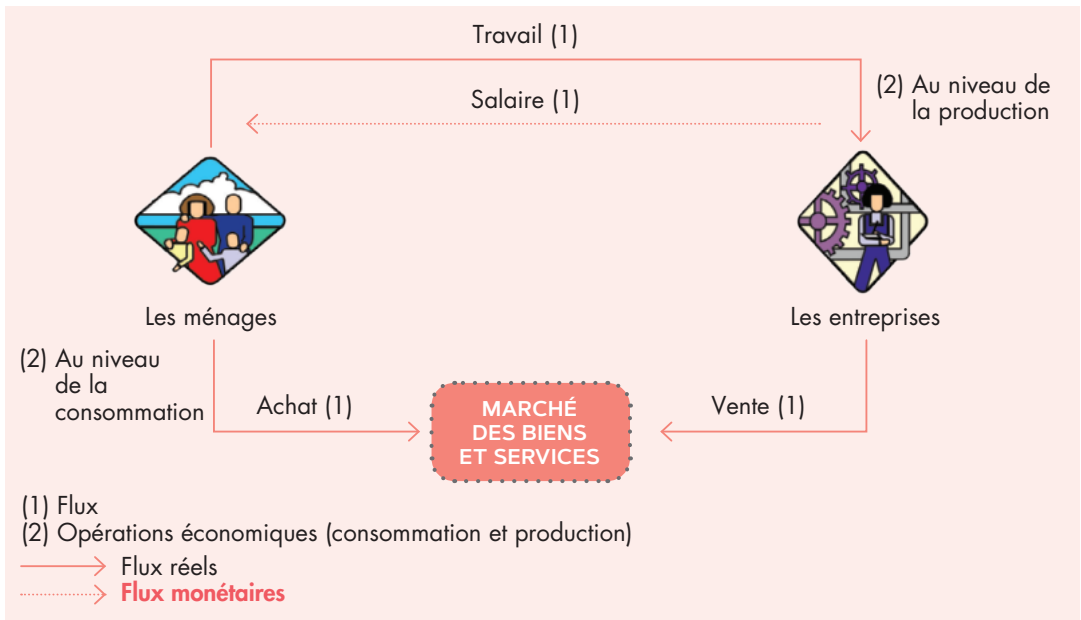
Définition

Le **circuit économique** est une représentation schématique des relations entre les agents économiques, à travers les échanges de biens et services (flux réels) et les mouvements de revenus et de paiements (flux monétaires).

Les principaux flux :

- les ménages fournissent leur travail aux entreprises et aux administrations publiques, en échange d'une rémunération ;
- les entreprises produisent des biens et services qu'elles vendent aux ménages, à l'État et au reste du monde ;
- les banques financent les investissements et assurent les paiements ;
- l'État prélève des impôts et redistribue sous forme de salaires, de subventions ou de prestations sociales ;
- le reste du monde achète et vend des biens, services et capitaux, reflétant l'ouverture internationale.

Figure 1.1 Schéma simplifié du circuit économique



Cette représentation souligne l'interconnexion des agents économiques, dont les décisions et les contraintes se répercutent mutuellement à travers les flux réels et monétaires.

Exemple : la crise des *subprimes* de 2007-2008, née du marché immobilier américain, s'est propagée aux banques européennes exposées aux produits financiers liés aux crédits immobiliers, puis à l'économie réelle, notamment au secteur automobile, par la chute du crédit et de la demande.

III. La création de richesse au sein du tissu économique

Les échanges entre les agents économiques ne sont pas une fin en soi : ils permettent de produire des biens et services qui créent de la richesse. Cette richesse est mesurée par la valeur ajoutée et fait ensuite l'objet d'un partage entre les acteurs de la production.

A La notion de valeur ajoutée

La création de richesse est mesurée à partir de la valeur ajoutée.

Définition

La **valeur ajoutée** permet de mesurer la richesse créée par les différents agents économiques. Selon l'Insee, elle correspond à la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires (CA), (voir chap. 8).

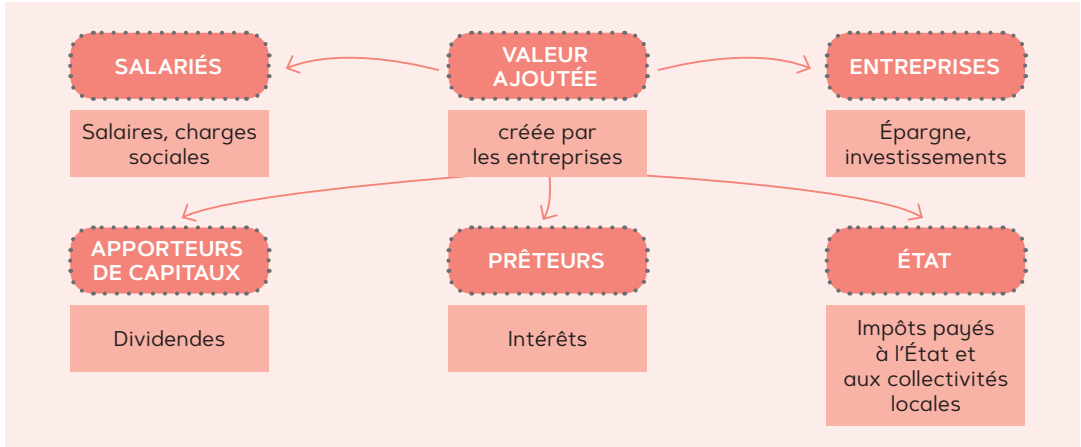
$$\text{Valeur ajoutée} = \text{Production} - \text{Consommations intermédiaires}$$

La valeur ajoutée correspond à la richesse réellement créée par l'activité productive. Elle se calcule en retranchant de la valeur de la production les consommations intermédiaires, c'est-à-dire les biens et services détruits ou transformés au cours du processus de production.

B La répartition primaire de la richesse

La répartition primaire des richesses créées est directement liée à l'activité économique. Elle correspond donc au partage de la valeur ajoutée. Chaque partie prenante à la production perçoit un revenu en échange de sa participation à la création de richesse.

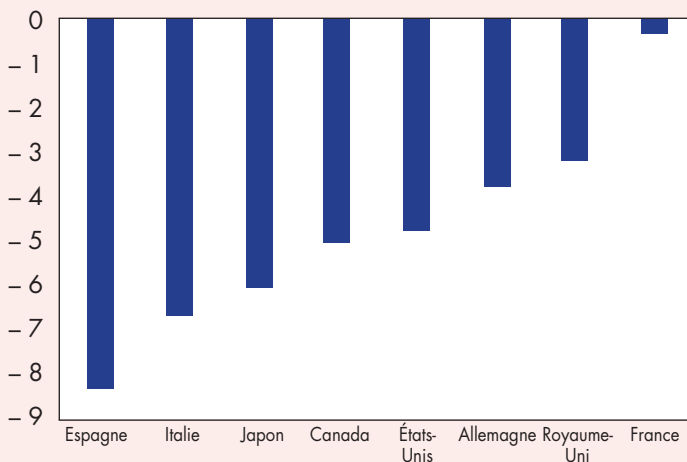
Figure 1.2 Répartition de la valeur ajoutée



C L'évolution du partage de la valeur ajoutée

L'analyse de l'évolution du partage de la valeur ajoutée est fortement concentrée sur le travail. En effet, depuis les années 1990 et plus encore depuis les années 2000, sa part a nettement reculé dans la plupart des pays avancés à l'exception de la France. Ainsi, on constate que le recul est de 6 % dans le PIB pour le Japon sur plus de 20 ans, de - 4,8 % pour les États-Unis et de - 3,7 % pour l'Allemagne. En revanche, pour la France la part du travail est demeurée stable.

Figure 1.3 Variation de la part des salaires dans le PIB dans les pays avancés (1991-2013), en points de pourcentage



Source : Bureau international du travail, calculs DG Trésor.

Ce recul s'explique en particulier aux États-Unis par la baisse de l'emploi dans le secteur manufacturier en raison du développement du commerce international et du mouvement de délocalisation. Par ailleurs, la baisse de la pression concurrentielle dans certains secteurs des services a accru les profits, donc l'augmentation de la rémunération du capital (dividende). La déformation de la valeur ajoutée en défaveur du travail et au profit du capital a contribué à la hausse des inégalités car les revenus du capital sont plus inégalement répartis entre les ménages que les revenus du travail.

IV. Les secteurs économiques et la tertiarisation de l'économie

A Les secteurs économiques

L'économiste britannique Colin Clark (1937) propose une classification de l'économie en trois secteurs en fonction de la nature des activités productives.

Le **secteur primaire** regroupe les activités d'extraction de matières premières ainsi que l'agriculture, la pêche ou l'extraction minière.

Le **secteur secondaire** correspond aux activités de transformation, c'est-à-dire l'industrie et la construction.

Enfin, le **secteur tertiaire** rassemble l'ensemble des activités de distribution des services, qu'ils soient marchands (commerce, transport, finance, services numériques) ou non marchands (santé, éducation, administration publique).

Cette classification permet de mieux comprendre la répartition de la création de richesse et des emplois. En France, d'après l'Insee, le secteur primaire représente environ 2 % de la valeur ajoutée et de l'emploi, le secteur secondaire autour de 19 % de la valeur ajoutée et 20 % de l'emploi, tandis que le tertiaire domine largement avec près de 79 % de la valeur ajoutée et 75 % de l'emploi.

Exemple : Les terres rares constituent un exemple emblématique de ressource du secteur primaire, puisqu'elles sont issues de l'extraction minière, avant d'être transformées par l'industrie du secteur secondaire et intégrées dans de nombreux biens du secteur tertiaire. Elles sont indispensables à la production de véhicules électriques, d'éoliennes, de smartphones, de semi-conducteurs et d'équipements de défense. La forte concentration de leur production et de leur raffinage en Chine crée des dépendances stratégiques pour les États-Unis et l'Union européenne, alimentant des tensions géopolitiques dans un contexte de rivalité technologique. Ces enjeux sont renforcés par les coûts environnementaux élevés de l'extraction, ce qui pousse les États à rechercher des alternatives, notamment par le recyclage et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement.

B La tertiarisation de l'économie

Au fil du temps, la répartition de l'activité et de l'emploi entre les secteurs a profondément évolué. Alors que le secteur primaire dominait dans les sociétés agricoles et que le secondaire s'est imposé avec les révolutions industrielles, le tertiaire est devenu le secteur prédominant dans les économies développées.

Définition

La **tertiarisation** désigne l'augmentation de la part des services dans la production et l'emploi, au détriment du secteur primaire et secondaire.

Ce mouvement s'explique par les gains de productivité issus des innovations dans l'agriculture et l'industrie, qui ont libéré de la main-d'œuvre, mais aussi par la demande croissante de services (santé, éducation, loisirs, services à la personne). L'essor des nouvelles technologies et du numérique a encore renforcé ce phénomène, avec l'apparition de services liés au e-commerce, aux plateformes en ligne ou au cloud computing.

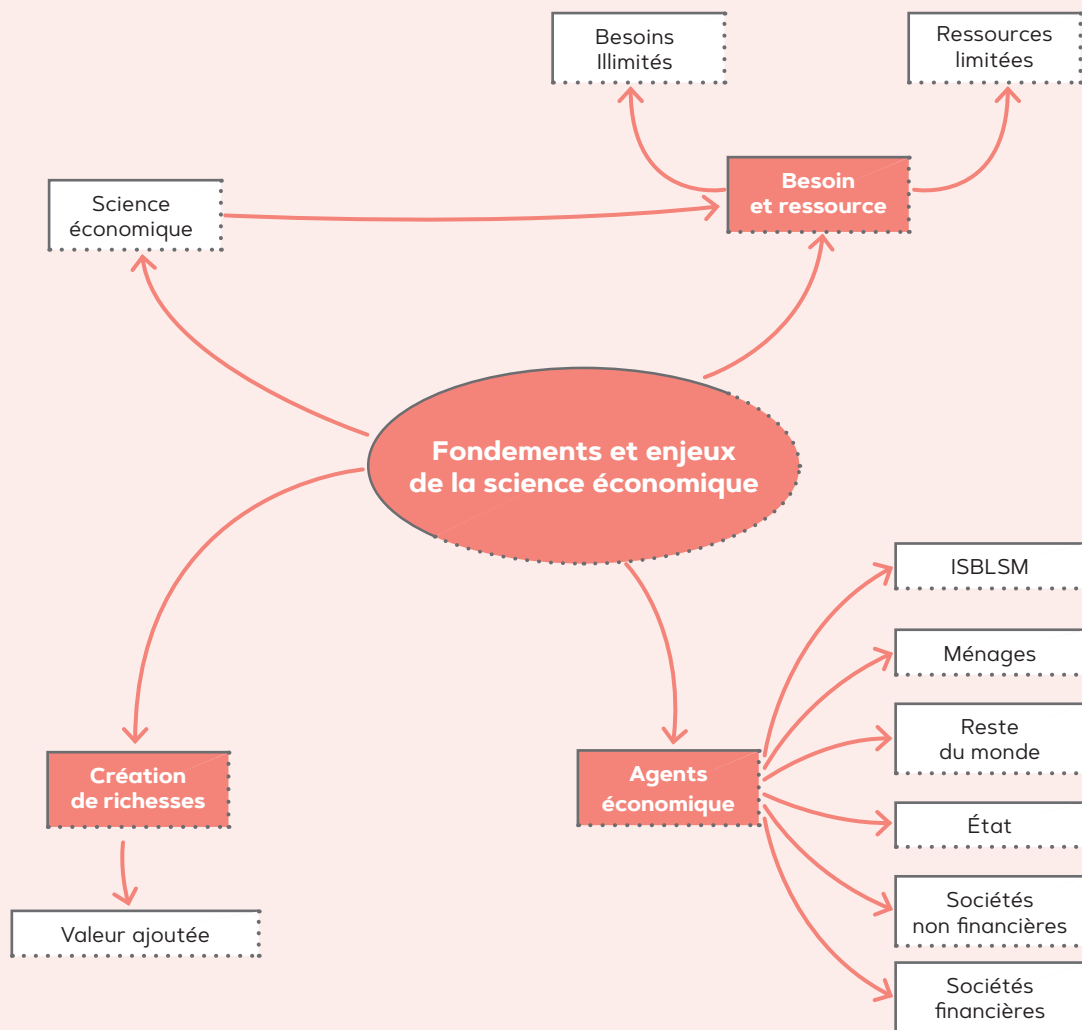
C Les enjeux de la tertiarisation

La tertiarisation s'accompagne d'une désindustrialisation, c'est-à-dire d'un recul relatif de l'industrie dans l'emploi et la valeur ajoutée. Cela pose des enjeux majeurs de compétitivité car l'innovation est issue du secteur industriel et de souveraineté économique donc d'indépendance dans un contexte de mondialisation.

Elle transforme aussi le marché du travail : les services créent de nombreux emplois, mais ceux-ci sont parfois plus précaires ou moins qualifiés que les emplois industriels. Enfin, elle amène les pouvoirs publics à repenser leurs politiques économiques, en soutenant l'innovation, en encourageant la réindustrialisation et en accompagnant la transition écologique.

Exemple : en France, la part de l'industrie dans la valeur ajoutée est passée d'environ 24 % au début des années 1980 à moins de 10 % aujourd'hui, tandis que les services représentent plus de 75 % de la valeur ajoutée. Cette évolution a entraîné des pertes d'emplois industriels, notamment dans l'automobile en France, et la sidérurgie, et un développement d'emplois tertiaires, souvent plus flexibles. Face à ces enjeux, les pouvoirs publics ont lancé des politiques de réindustrialisation et de soutien à la transition écologique, comme France 2020, visant à relancer certaines productions stratégiques (batteries, hydrogène, semi-conducteurs).

SYNTHÈSE



Faites le point sur les notions clés : économie (p. 4), science économique (p. 4), besoin (p. 5), ressource (p. 5), comptabilité nationale (p. 6), agent économique (p. 6), économie nationale (p. 6), circuit économique (p. 7), valeur ajoutée (p. 8), tertiarisation (p. 10).



Réviser avec
les flashcards



www.lienmini.fr/dcg05-001

● QCM ●

● Réponse unique ■■■

1 La science économique étudie principalement :

- ☐ a. l'histoire des civilisations.
- ☐ b. les choix opérés face à la rareté des ressources.
- ☐ c. la gestion d'entreprise.
- ☐ d. les innovations technologiques.

2 Selon Lionel Robbins (1947), la science économique est :

- ☐ a. l'étude de la richesse matérielle.
- ☐ b. l'étude des choix face aux moyens rares à usages alternatifs.
- ☐ c. l'étude de l'influence de l'État dans l'économie.
- ☐ d. l'étude des besoins culturels.

3 Parmi les questions fondamentales de l'économie, on trouve :

- ☐ a. Pourquoi produire ?
- ☐ b. Comment produire ?
- ☐ c. À quel prix produire ?
- ☐ d. Où produire ?

4 Les besoins primaires sont :

- ☐ a. des besoins de luxe.
- ☐ b. des besoins sociaux.
- ☐ c. des besoins indispensables à la survie.
- ☐ d. des besoins collectifs.

5 La valeur ajoutée correspond à :

- ☐ a. la production diminuée de la consommation finale.
- ☐ b. la production diminuée des consommations intermédiaires.
- ☐ c. la somme des investissements.
- ☐ d. la somme des revenus distribués.

● Plusieurs réponses possibles ■■■

6 Les agents économiques incluent :

- ☐ a. les ménages.
- ☐ b. les sociétés non financières.
- ☐ c. les administrations publiques.
- ☐ d. les écosystèmes naturels.

7 Les fonctions principales de l'État et des administrations publiques sont :

- ☐ a. produire des services non marchands.
- ☐ b. redistribuer les revenus.
- ☐ c. réaliser du profit.
- ☐ d. accorder des crédits.



QCM interactif



www.lienmini.fr/dcg05-002

8 Le circuit économique met en évidence :

- ☐ a. les flux réels (travail, biens, services).
- ☐ b. les flux monétaires (salaires, prix, impôts).
- ☐ c. les flux énergétiques.
- ☐ d. les flux démographiques.

9 La répartition primaire de la valeur ajoutée se fait entre :

- ☐ a. les salariés.
- ☐ b. l'État.
- ☐ c. les entreprises (excédent brut d'exploitation).
- ☐ d. les associations.

10 La tertiarisation de l'économie correspond :

- ☐ a. à la baisse relative de l'agriculture.
- ☐ b. à la baisse relative de l'industrie.
- ☐ c. à la hausse de la part des services.
- ☐ d. à la disparition du commerce.

Réponse unique à justifier

11 Pourquoi dit-on que l'économie est la science des choix ?

- ☐ a. Parce que les ressources sont rares et les besoins illimités.
- ☐ b. Parce que la monnaie est abondante.
- ☐ c. Parce que l'État décide de tout.
- ☐ d. Parce que la concurrence est imparfaite.

12 Pourquoi distingue-t-on les besoins primaires, secondaires et collectifs ?

- ☐ a. Parce qu'ils n'ont pas la même importance pour la survie.
- ☐ b. Parce qu'ils sont toujours gratuits.
- ☐ c. Parce qu'ils dépendent uniquement de la publicité.
- ☐ d. Parce qu'ils ne concernent que les entreprises.

13 La désindustrialisation d'un pays correspond principalement :

- ☐ a. à une augmentation de la part de l'industrie dans l'emploi et la valeur ajoutée.
- ☐ b. à une baisse relative de la part de l'industrie au profit des services.
- ☐ c. à une disparition totale des activités industrielles.
- ☐ d. à une augmentation automatique de la compétitivité à l'international.

14 Pourquoi la valeur ajoutée est-elle un indicateur central de la richesse ?

- ☐ a. Parce qu'elle mesure la production nette créée par une organisation.
- ☐ b. Parce qu'elle correspond aux profits uniquement.
- ☐ c. Parce qu'elle additionne seulement les salaires.
- ☐ d. Parce qu'elle inclut toutes les importations.

15 Pourquoi dit-on que l'économie française est tertiarisée ?

- ☐ a. Parce que les services représentent la majorité de la valeur ajoutée et de l'emploi.
- ☐ b. Parce que l'agriculture domine encore.
- ☐ c. Parce que l'industrie représente plus de 50 % du PIB.
- ☐ d. Parce que le commerce international a disparu.

—● ÉTUDE DE DOCUMENT GUIDÉE ●—

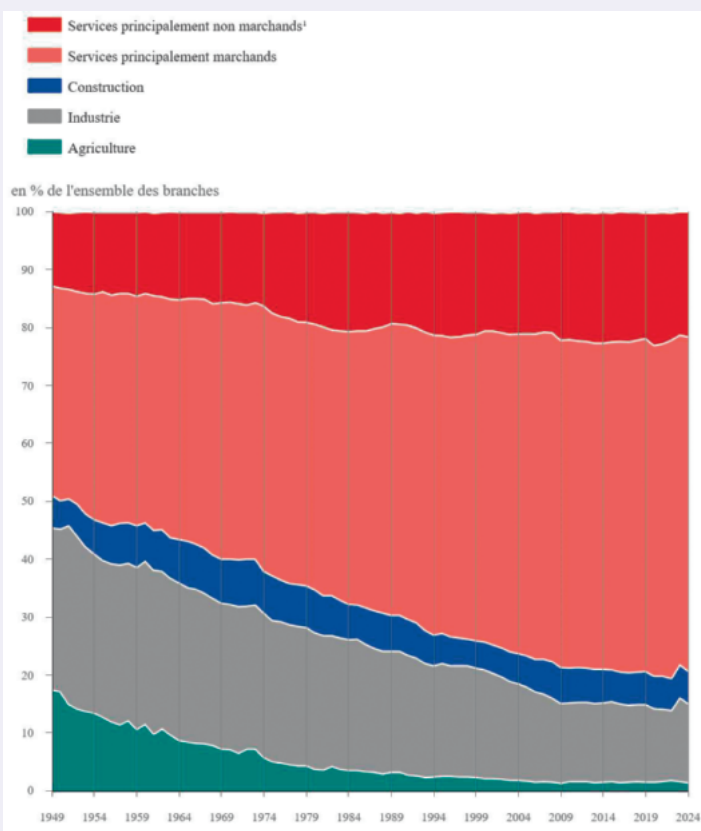
LE PARTAGE DE LA VALEUR AJOUTÉE

Vous êtes chargé d'une mission d'analyse économique au sein d'un cabinet de conseil. Un client souhaite comprendre comment la richesse créée par l'économie française est répartie entre les différents secteurs d'activité et entre les facteurs de production.

À partir de données statistiques de long terme et d'un document d'analyse économique, vous devez mettre en évidence les grandes évolutions du partage de la valeur ajoutée et en analyser les enjeux économiques et sociaux.

1. Mettez en évidence les principales évolutions du partage de la valeur ajoutée en France en précisant les calculs nécessaires.
2. Identifiez les principaux facteurs expliquant ces évolutions et leurs effets sur l'économie et l'emploi.

DOCUMENT 1 : Valeur ajoutée par branche (données annuelles de 1949 à 2024)



Source : Insee, comptes nationaux – base 2020.

DOCUMENT 2 : Les déterminants et les conséquences de la transformation du partage de la valeur ajoutée

Depuis les années 1980, le partage de la valeur ajoutée entre travail et capital a été modifié par plusieurs évolutions structurelles.

Le progrès technique et l'automatisation ont accru la productivité du capital et réduit la demande de travail peu qualifié dans certains secteurs industriels. Cette transformation favorise la rémunération du capital dans la valeur ajoutée.

La mondialisation et l'intensification de la concurrence internationale ont également pesé sur les coûts salariaux, notamment dans les secteurs exposés. Les entreprises ont cherché à maintenir leur compétitivité par la modération salariale, les délocalisations ou l'externalisation de certaines activités. Par ailleurs, les transformations du marché du travail (développement des contrats courts, du temps partiel, recul de la syndicalisation) ont affaibli le pouvoir de négociation des salariés. Dans le même temps, certaines politiques économiques ont soutenu l'investissement et la rentabilité des entreprises afin de favoriser la croissance et l'emploi.

Ces évolutions soulèvent des enjeux économiques et sociaux majeurs. Une baisse durable de la part du travail peut freiner la consommation des ménages et accentuer les inégalités de revenus. À l'inverse, un partage plus équilibré de la valeur ajoutée peut soutenir la demande, renforcer la cohésion sociale et améliorer l'acceptabilité des transformations économiques, notamment dans le cadre de la transition écologique et de la responsabilité sociétale des entreprises.

Source : Synthèse pédagogique inspirée de la Direction générale du Trésor.

CORRIGÉ

✓ **COMPÉTENCE ATTENDUE : Repérer la contribution des différents acteurs et des secteurs d'activité à la création de richesse.**

Méthode

Pour répondre à ces questions, il convient d'abord d'analyser les documents fournis afin de décrire les évolutions du partage de la valeur ajoutée en France sur longue période, en distinguant la part du travail et celle du capital.

Dans un second temps, il faut mobiliser les éléments des documents et les connaissances du cours pour identifier les principaux facteurs explicatifs de ces évolutions et en analyser les effets sur l'économie et l'emploi.

1. La valeur ajoutée, au sens de la comptabilité nationale, correspond à la production diminuée des consommations intermédiaires. Elle représente la richesse réellement créée par les unités de production et fait l'objet d'une répartition primaire entre les salariés (salaires et cotisations sociales), les administrations publiques (impôts) et les entreprises, qui rémunèrent le capital.

Le graphique met en évidence l'évolution de cette répartition sur longue période. Dans de nombreux pays développés, la part du travail dans la valeur ajoutée a diminué depuis les années 2000, au profit de la rémunération du capital. Aux États-Unis, par exemple, la part du travail est passée d'environ 63 % à la fin du xx^e siècle à moins de 57 % aujourd'hui. Cette évolution s'explique notamment par la désindustrialisation, les délocalisations, les gains de productivité et la montée en puissance de grandes firmes à forte rentabilité employant relativement peu de salariés.

La France présente une situation plus spécifique. Selon l'Insee, la part du travail dans la valeur ajoutée y demeure relativement stable, autour de 65 à 66 %, en partie grâce au rôle du Smic et aux mécanismes de négociation salariale. Toutefois, la

désindustrialisation et la montée des inégalités patrimoniales constituent des fragilités potentielles à long terme.

2. La diminution de la part du travail au profit du capital résulte de plusieurs facteurs structurels : le progrès technique, qui accroît la productivité du capital, la mondialisation et la concurrence internationale, qui exercent une pression sur les coûts salariaux, ainsi que les transformations du marché du travail, marquées par une plus grande flexibilité et un affaiblissement du pouvoir de négociation des salariés.

Cette évolution a plusieurs conséquences majeures. Elle contribue d'abord à l'accroissement des inégalités, car les revenus du capital sont beaucoup plus concentrés que les revenus du travail. Elle renforce ensuite le poids des dividendes et des rachats d'actions dans la rémunération des actionnaires. Enfin, elle pose des enjeux de soutenabilité économique et sociale, la consommation des ménages dépendant largement des revenus du travail.

En résumé, même si le travail demeure la principale composante de la valeur ajoutée, son recul observé dans de nombreux pays développés au profit du capital constitue un facteur important des inégalités contemporaines. La France résiste mieux à cette tendance, mais la désindustrialisation pourrait fragiliser cet équilibre à long terme.

AUTOÉVALUATION

La grille d'autoévaluation ci-dessous vous permet d'évaluer votre niveau et de vérifier si vos réponses correspondent aux attendus de l'examen.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
	<i>Un premier élément de réponse mais très incomplet, des erreurs, des contresens.</i>	<i>Des éléments de réponse isolés, des approximations et/ou de la paraphrase.</i>	<i>Question comprise : des éléments de réponses pertinents mais incomplets au niveau des savoirs et/ou de l'application.</i>	<i>Compétence attendue mobilisée avec mobilisation complète des savoirs associés à la compétence. Application pertinente.</i>
1. Mettez en évidence les principales évolutions du partage de la valeur ajoutée en France.	☐ Vous décrivez l'évolution de la part du travail dans la valeur ajoutée sans la distinguer clairement de celle du capital.	☐ Vous repérez la réduction de la part du travail dans la valeur ajoutée et certaines ruptures (notamment après 2003), sans en expliquer l'origine.	☐ Vous analysez la déformation du partage de la valeur ajoutée au profit du capital et identifiez la rupture de 2003, mais sans souligner la prépondérance du travail dans la valeur ajoutée.	☐ Votre analyse est pertinente et nuancée. ☐ Vous distinguez précisément la part du travail et la montée progressive du capital dans la valeur ajoutée.
2. Identifiez les principaux facteurs expliquant ces évolutions et leurs effets sur l'économie et l'emploi.	☐ Vous mentionnez le recul de la part du travail sans en expliquer les causes ni les effets.	☐ Vous identifiez l'ouverture internationale comme facteur explicatif, mais sans approfondir son rôle.	☐ Vous expliquez les causes liées à l'ouverture internationale et aux délocalisations, sans aborder la baisse de la concurrence dans certains secteurs, notamment les services.	☐ Vous identifiez et expliquez l'ensemble des facteurs et leurs effets, notamment l'augmentation des inégalités de revenus au profit du capital.

● EXERCICES ●

1 Deux approches de la science économique



20 min.

✓ **COMPÉTENCE ATTENDUE : Appréhender les fondements de la science économique.**

1. Rappelez les deux approches de la science économique énoncées dans le texte.
2. Identifiez leurs points communs.
3. Démontrez en quoi la science économique peut être considérée comme une science humaine et sociale.

Deux visions de la science économique

« Pour définir l'objet de la science économique, deux thèses s'affrontent. Certains, comme Lionel Robbins et Ludwig von Mises, considèrent cette science comme "l'étude du comportement humain en tant que relation entre des fins et des moyens rares, qui ont des usages alternatifs". D'autres, dans la tradition des classiques et de Marx, l'entendent comme l'analyse des structures et des formes de la production, de la répartition et de la consommation des biens matériels au sein des divers types de sociétés. La première définition est formelle, dans la mesure où ce qu'elle vise comme objet est cette propriété formelle de toute activité finalisée de posséder une logique qui en assure l'efficacité, face à une série de contraintes, par la combinaison d'un ensemble fini de moyens déterminés pour atteindre des fins déterminées. L'économie devient à la limite un aspect spécifique de toute activité humaine combinant des moyens pour atteindre des fins. Cette définition aboutit à dissoudre la science économique dans une théorie formelle de l'action finalisée, où rien ne permet plus de distinguer l'activité économique des activités orientées vers la recherche du pouvoir, ou du salut, ou du plaisir. Dans la pratique, pour la distinguer, les formalistes sont contraints de réintroduire clandestinement la définition réaliste des classiques, et aboutissent au même résultat, c'est-à-dire l'étude des mécanismes de la production et de la répartition des biens matériels au sein des divers types de sociétés. En définitive, l'économie est un domaine d'activités spécifiques (production, répartition de biens matériels, etc.) et, dans la mesure où le fonctionnement d'une activité sociale (religion, politique, etc.) entraîne l'usage de moyens matériels (construction de temples, offrandes aux dieux, potlatch, etc.), se présente également comme un aspect interne de l'organisation politique et religieuse d'une société, sans pour cela que la signification de ces structures sociales se réduise à cet aspect économique. »

Source : www.larousse.fr.

2 Les salaires face à la répartition primaire



25 min.

✓ **COMPÉTENCE ATTENDUE : Repérer la contribution des différents acteurs et des secteurs d'activité à la création de richesse.**

Vous travaillez au sein d'un service d'analyse économique chargé d'étudier l'évolution du partage de la valeur ajoutée en France. Dans un contexte de débats sur le pouvoir d'achat, l'emploi et la financiarisation de l'économie, vous êtes amené à analyser la place des salaires dans la répartition primaire des revenus.

À partir du document fourni, vous réaliserez les tâches suivantes :

1. Mettez en évidence l'évolution de la part des salaires dans la valeur ajoutée depuis les années 1980 en précisant les calculs nécessaires.
2. Expliquez les conséquences économiques et sociales de la baisse de la part des salaires, notamment sur l'investissement et l'emploi.

La chute de la part des salaires dans la valeur ajoutée

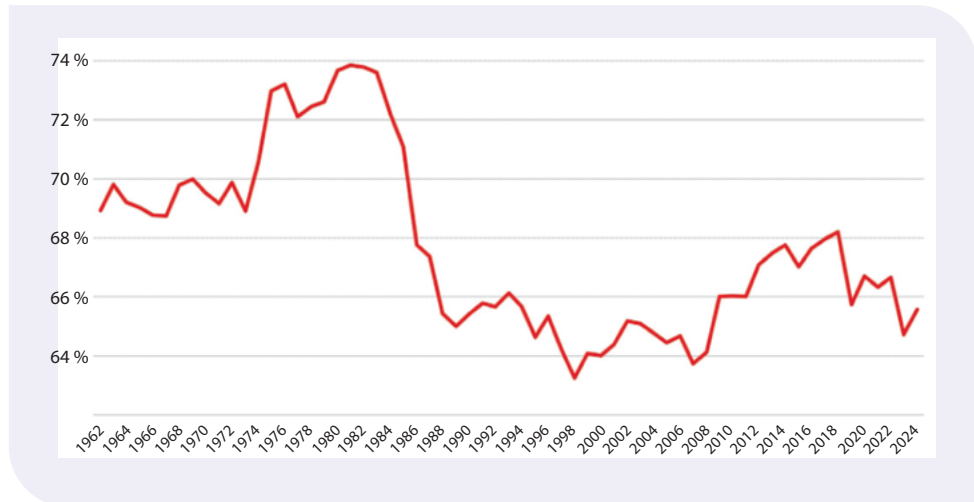
La valeur ajoutée (VA), c'est-à-dire la richesse créée par les travailleuses et les travailleurs, est répartie entre le travail (*via* les salaires) et le capital (*via* les profits). Cette répartition est au cœur de la lutte et du rapport de force entre les travailleur·ses et leurs syndicats et le patronat. Le graphique ci-dessous illustre une grande rupture historique. Les années 1980 marquent en effet la fin des « Trente Glorieuses » où la croissance économique était assise sur un accroissement continu des salaires, et le début du « néolibéralisme » où le capitalisme est mis entièrement au service de l'augmentation des profits et des dividendes.

Cela s'est traduit par une chute de la part revenant aux salaires, qui se stabilise durant la période « néolibérale » à un niveau historiquement bas, inférieur de 4 à 5 points en moyenne à son niveau des « Trente Glorieuses ». Très concrètement, les richesses produites servent bien plus le capital qu'auparavant, tandis que la part rémunérant le travail a chuté puis stagné. La justification serait à trouver dans le « théorème de Schmidt », selon lequel « les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain ». D'après celui-ci, augmenter les profits devait favoriser l'investissement et l'emploi. Or que s'est-il produit ?

Une financiarisation non sans conséquences

Ce sont les versements aux actionnaires qui ont explosé, au détriment de l'investissement. Ainsi, l'emploi s'est détérioré au fil de la financiarisation de l'économie et les services publics ont été détruits. Dernière conséquence en date de cette distorsion du partage de la valeur ajoutée en faveur des profits : la crise de 2008, dont nous payons encore les conséquences et qui n'est certainement pas la dernière.

**Part des salaires dans la valeur ajoutée brute
des sociétés non financières (SNF)**



3 Le partage de la valeur ajoutée au sein de l'entreprise



30 min.

✓ COMPÉTENCE ATTENDUE : Repérer la contribution des différents acteurs et des secteurs d'activité à la création de richesse.

Vous travaillez dans une grande entreprise confrontée à une baisse d'activité. La direction doit arbitrer entre la rémunération des salariés et celle des actionnaires, ce qui suscite des tensions sociales. À partir du document fourni, vous analysez ces arbitrages et leurs conséquences.

1. Expliquez pourquoi les entreprises doivent arbitrer entre la rémunération du travail (salaires, emplois) et la rémunération du capital (dividendes, rachats d'actions).
2. Expliquez en quoi la pression des actionnaires pour des rendements financiers immédiats peut freiner les investissements de long terme et nuire à la compétitivité future des entreprises.

DOCUMENT 1 : La face cachée du royaume enchanté : Disney privilégie les actionnaires

Pendant la pandémie de Covid-19, Walt Disney a été durement touché par la fermeture prolongée de ses parcs d'attractions et la baisse de fréquentation des cinémas. Malgré une chute importante de son chiffre d'affaires, l'entreprise a choisi de maintenir le versement de 1,6 milliard de dollars de dividendes à ses actionnaires en 2020. Dans le même temps, plus de 32 000 salariés ont été placés en chômage partiel et 28 000 suppressions de postes ont été annoncées aux États-Unis.

De nombreux syndicats ont dénoncé ce choix, estimant que Disney privilégiait la rémunération du capital au détriment de la sauvegarde des emplois. Pour ses dirigeants, il s'agissait toutefois de préserver la confiance des marchés financiers et de garantir la solidité de l'entreprise sur le long terme. Ce cas illustre les tensions qui peuvent apparaître entre les intérêts des actionnaires et ceux des salariés lors de périodes de crise.

Source : The Walt Disney Company, communiqué officiel sur la suspension du dividende semi-annuel (2020).

DOCUMENT 2 : Dividendes, rachats d'actions et stratégie financière des entreprises

Dans les grandes entreprises cotées, la rémunération des actionnaires prend principalement deux formes : le versement de dividendes et les rachats d'actions.

Les dividendes correspondent à une part du résultat distribuée régulièrement aux actionnaires. Les rachats d'actions consistent pour l'entreprise à racheter ses propres titres sur les marchés financiers, ce qui soutient le cours de l'action et augmente mécaniquement le rendement pour les actionnaires restants.

Ces pratiques répondent à une pression accrue des marchés financiers, qui privilégient souvent des performances à court terme. Elles peuvent toutefois entrer en concurrence avec d'autres usages de la valeur ajoutée, comme l'investissement productif, la Recherche et Développement ou la création et le maintien des emplois.

Dans certaines situations, notamment en période de crise ou de ralentissement économique, le maintien des dividendes ou des rachats d'actions peut être perçu comme contradictoire avec des décisions de réduction d'effectifs ou de gel des salaires. Ces arbitrages peuvent alors générer des tensions sociales et poser la question de la cohérence entre performance financière, stratégie de long terme et responsabilité sociale de l'entreprise.

Source : Synthèse pédagogique à partir de l'OCDE, de la Banque de France et de la littérature économique sur la gouvernance d'entreprise.

— ● QUESTION PROBLÉMATISÉE ● —

✓ **COMPÉTENCE ATTENDUE : Synthétiser, ordonner des idées, des connaissances pour construire un raisonnement structuré.**



Jeune consultant au sein d'un cabinet d'analyse économique, vous êtes chargé d'accompagner des entreprises et des acteurs publics confrontés aux transformations de l'économie contemporaine.

Dans un contexte marqué par la financiarisation, la tertiarisation de l'économie et les débats sur l'emploi et le pouvoir d'achat, la manière dont la richesse est créée puis répartie entre les agents économiques fait l'objet de nombreuses controverses.

La question du partage de la valeur ajoutée, et en particulier de l'arbitrage entre rémunération du travail et rémunération du capital (*dividendes, intérêts, profits non distribués et rachats d'actions*), est au cœur des choix économiques et sociaux actuels.

Faut-il privilégier la rémunération du capital dans le partage de la valeur ajoutée ?

Vous vous appuyerez sur le contexte proposé, sur vos connaissances et sur les notions du chapitre pour construire une argumentation structurée.

Les principaux faits de l'histoire économique à partir des grands courants de pensée

À l'issue de ce chapitre,

• vous serez capable :

- d'analyser des problématiques économiques au regard de l'histoire des faits et de la pensée économique.

• vous saurez identifier :

- les grands faits économiques ;
- les grands courants économiques.

Mettez-vous en situation

Lors de votre stage au sein d'un cabinet de conseil économique, vous êtes chargé de contribuer à une étude portant sur les politiques économiques mises en œuvre par l'État français et l'Union européenne durant la crise sanitaire de 2020-2021. Les entreprises clientes du cabinet s'interrogent sur l'ampleur exceptionnelle de l'intervention publique : chômage partiel, aides directes aux entreprises, plans de relance financés par l'endettement public, intervention des banques centrales.

Cette situation conduit à s'interroger sur le rôle de l'État en période de crise majeure. Alors que, dans des conditions normales, le marché est censé assurer l'allocation efficace des ressources, la crise sanitaire a mis en évidence ses limites face à un choc brutal et exogène. L'intervention massive des pouvoirs publics apparaît alors comme un levier central pour soutenir l'activité économique, préserver l'emploi et éviter un effondrement durable du tissu productif.

L'analyse de cette crise récente invite à replacer les politiques économiques actuelles dans une perspective historique plus large, en les confrontant aux grands événements économiques des deux derniers siècles et aux principaux courants de pensée économique qui ont successivement défini la place du marché et de l'État dans l'économie.

I. Les révolutions industrielles et l'affirmation du libéralisme classique

A Les mutations économiques des XVIII^e et XIX^e siècles

Définition

La **révolution industrielle** est une période de mutations techniques, économiques et sociales caractérisée par le passage d'une économie agraire à une économie industrielle.

Avant la première révolution industrielle, l'économie européenne reposait principalement sur l'agriculture et l'artisanat. La production, encore manuelle et locale, était organisée autour des

campagnes et de petits ateliers familiaux. Les échanges restaient limités, les transports lents et la croissance économique faible.

La première révolution industrielle naît ensuite en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle. Elle repose sur l'utilisation du charbon, la machine à vapeur (James Watt, 1769) et l'essor du textile. L'apparition du chemin de fer transforme la circulation des biens et des personnes, unifiant progressivement les marchés nationaux.

La deuxième révolution industrielle, à partir de la fin du XIX^e siècle, s'appuie sur l'électricité, la chimie, le pétrole et l'automobile. Elle entraîne une forte hausse de la productivité et favorise l'essor de grandes entreprises industrielles (sidérurgie, automobile, chimie).

Ces transformations bouleversent les sociétés : urbanisation rapide, exode rural, apparition d'une classe ouvrière salariée, conditions de travail difficiles et inégalités sociales accrues.

Tableau 2.1 Les révolutions industrielles

Éléments clés	Avant la révolution industrielle	1 ^{re} révolution industrielle (fin XVIII ^e – milieu XIX ^e)	2 ^e révolution industrielle (fin XIX ^e – début XX ^e)
Type d'économie	Économie agraire et artisanale	Économie industrielle naissante	Économie industrielle de masse
Sources d'énergie	Force humaine et animale	Charbon	Électricité, pétrole
Innovations majeures	Outils manuels	Machine à vapeur, textile mécanique, chemin de fer	Automobile, chimie, électricité
Organisation de la production	Ateliers familiaux, production locale	Usines, mécanisation	Grandes entreprises industrielles
Productivité	Faible	En forte hausse	Très élevée
Structure sociale	Paysans et artisans majoritaires	Apparition de la classe ouvrière	Développement du salariat industriel
Effets sociaux	Faible mobilité sociale	Urbanisation, exode rural	Inégalités accrues, conditions de travail difficiles

B La pensée libérale classique

Les économistes classiques considèrent que le marché est capable de s'autoréguler grâce au jeu de l'offre et de la demande, sans intervention systématique de l'État. Selon eux, la concurrence, la liberté d'entreprendre et le libre jeu des prix permettent d'assurer l'équilibre économique et la prospérité générale.

1. Adam Smith : la «main invisible» du marché

En 1776, Adam Smith publie *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, ouvrage fondateur du libéralisme économique. Pour Smith, chaque individu agit avant tout dans la recherche de son intérêt personnel. Pourtant, en poursuivant ce but égoïste, il contribue sans le vouloir à l'intérêt collectif. C'est la célèbre métaphore de la «main invisible» : en cherchant son propre profit, l'individu est guidé par un mécanisme implicite qui oriente les ressources de la société vers leur usage le plus efficace.

Ainsi, selon Smith, le marché s'autorégule naturellement grâce à la concurrence et à la division du travail. Il n'a donc pas besoin d'être régulé par l'État dont le rôle doit se limiter à garantir la sécurité, faire respecter les contrats et fournir les infrastructures de base, sans intervenir directement dans la production ou les échanges.

2. Jean-Baptiste Say : la loi des débouchés

En France, Jean-Baptiste Say diffuse les idées libérales avec son *Traité d'économie politique* (1803). Il est surtout connu pour la loi des débouchés, selon laquelle «l'offre crée sa propre demande». Produire des biens, c'est distribuer des revenus (sous forme de salaires et de profits), qui permettront ensuite d'acheter cette production. Ainsi, il ne peut y avoir de crise de surproduction durable : tout bien produit trouvera un acheteur, puisque la production génère les revenus nécessaires à la consommation. Dans cette perspective, les crises économiques ne peuvent être que temporaires et résulter de déséquilibres passagers, rapidement corrigés par le marché.

3. David Ricardo : les rendements décroissants

David Ricardo complète la pensée libérale classique en montrant que, malgré la capacité du marché à s'autoréguler, la croissance économique peut être limitée à long terme. Selon lui, la loi des rendements décroissants, notamment dans l'agriculture, conduit à une baisse progressive des profits, ce qui freine l'investissement et peut mener l'économie vers un état stationnaire. Cette analyse met en évidence des limites internes au capitalisme libéral en absence d'innovation, sans pour autant remettre en cause les principes du libre-échange et de la concurrence.

Définition

L'**état stationnaire** correspond à une situation dans laquelle la croissance s'arrête, les profits deviennent trop faibles pour stimuler l'investissement et l'accumulation du capital cesse.

C L'apport des économistes néoclassiques

Les économistes néoclassiques, qui se développent à la fin du XIX^e siècle avec des auteurs comme Walras et Pareto, cherchent à expliquer le fonctionnement de l'économie de marché à partir de modèles fondés sur la rationalité des agents et l'équilibre entre l'offre et la demande. Contrairement aux économistes classiques, ils ne se contentent pas d'affirmer que le marché s'autorégule spontanément, mais analysent les conditions nécessaires à son bon fonctionnement. Les néoclassiques considèrent que le marché permet une allocation efficace des ressources lorsque la concurrence est effective. Toutefois, ils reconnaissent que le marché peut être imparfait (voir chap. 3) et générer des insuffisances, ce qui justifie une intervention limitée mais ciblée de l'État. Celui-ci doit alors assurer le respect des règles de concurrence, corriger les défaillances du marché (voir chap. 5) et créer un cadre institutionnel favorable au bon fonctionnement du système économique, sans se substituer durablement aux mécanismes marchands.

D La critique marxiste du capitalisme

Définition

Le **capitalisme** est un système économique et social fondé sur la propriété privée des moyens de production, la liberté d'entreprendre et la recherche du profit.

Karl Marx (1818-1883) est un auteur classique par son approche par la valeur travail, mais propose une analyse radicalement différente. Pour lui, le capitalisme repose sur l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie : les travailleurs produisent plus de valeur qu'ils n'en reçoivent sous forme de salaire (de subsistance), l'excédent constituant la plus-value, captée par les capitalistes, c'est-à-dire la valeur créée par le travail qui n'est pas reversée au salarié.

Marx met en évidence les contradictions du capitalisme : la recherche profit pousse à accroître la production alors que les salaires limitent la consommation, ce qui conduit à des crises de surproduction. Selon lui, ces crises ne sont pas accidentelles mais structurelles et doivent conduire à la fin du capitalisme.

Exemple : la grève des mineurs d'Anzin en 1884 illustre ces tensions ; les ouvriers dénoncent des salaires trop bas et des conditions de travail pénibles. Ces conflits sociaux renforcent l'influence des idées marxistes en Europe.

II. La crise de 1929 et l'émergence du keynésianisme

A Les causes du krach et de la Grande Dépression

En octobre 1929, la Bourse de New York s'effondre brutalement : c'est le célèbre krach boursier. Ce terme désigne une chute soudaine et généralisée du prix des actions.

Depuis plusieurs années, la spéculation battait son plein : de nombreux Américains achetaient des titres à crédit, convaincus que les cours continueraient à grimper. Mais lorsque les prix se retournent, les investisseurs paniquent. Ils vendent massivement leurs actions pour rembourser leurs dettes, ce qui provoque une chute encore plus rapide des valeurs boursières.

Le système bancaire est à son tour emporté par la crise. Les banques, qui avaient beaucoup prêté pour alimenter la spéculation, ne sont plus remboursées et font faillite les unes après les autres. En quelques mois, des milliers d'établissements ferment leurs portes, provoquant une disparition du crédit. Les entreprises ne peuvent plus investir, les ménages ne peuvent plus emprunter : l'économie se paralyse.

Parallèlement, les États-Unis faisaient déjà face à un autre problème : la surproduction. Les entreprises produisaient plus que ce que les consommateurs pouvaient acheter. Les prix des produits industriels et agricoles chutent, les revenus des entreprises et des agriculteurs s'effondrent, et la spirale de la crise s'enclenche.



La crise de 1929 ne s'explique pas uniquement par le krach boursier. C'est la combinaison du krach, des faillites bancaires et de la surproduction qui provoque une crise durable et mondiale avec le ralentissement brutal du commerce international.

B Les conséquences : un cercle vicieux

Entre 1929 et 1933, le PIB américain (la richesse créée) chute de près de 30 %. Le chômage explose, atteignant environ 25 % de la population active.

À cette époque, il n'existe pas de systèmes généralisés d'assurance chômage. Les personnes licenciées n'ont plus aucun revenu de remplacement. Privés de ressources, les ménages cessent de consommer.

La chute de la consommation réduit les débouchés des entreprises. Celles-ci ferment ou diminuent leur production, ce qui provoque de nouveaux licenciements. Encore plus de ménages se retrouvent sans revenu, donc sans consommation.

Un véritable cercle vicieux s'installe : moins de revenus entraîne moins de consommation, moins de consommation entraîne – production, moins de production entraîne plus de chômage.

Définition

La **déflation** est une baisse générale et durable des prix, qui s'accompagne d'une contraction de la production et d'une hausse du chômage.

La crise se propage au reste du monde. Le commerce international s'effondre, les exportations diminuent de moitié, entraînant une récession sévère en Europe et en Amérique latine.

C La remise en cause du libéralisme classique

La loi de Say, selon laquelle «l'offre crée sa propre demande», semble invalidée. Les entreprises produisent, mais les ménages ruinés n'achètent plus. L'équilibre de marché ne se rétablit pas de lui-même.

Les gouvernements, en réduisant leurs dépenses publiques pour équilibrer les budgets, aggravent la crise. Ces politiques retirent encore plus de pouvoir d'achat dans une économie déjà asphyxiée. L'idée libérale d'un marché autorégulé est donc remise en cause.

D La pensée keynésienne

En 1936, l'économiste britannique John Maynard Keynes publie *La Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Son raisonnement s'appuie sur l'analyse de la crise de 1929, qui a plongé les États-Unis et le monde entier dans une dépression économique durable.

Contrairement à Jean-Baptiste Say, qui affirmait que «l'offre crée sa propre demande» et que les crises ne pouvaient être que temporaires. Keynes démontre qu'une économie peut rester durablement bloquée dans une situation de **sous-emploi des facteurs de production** lorsque la demande globale – c'est-à-dire la demande totale de biens et services dans l'économie – est insuffisante.

Définition

Le **sous-emploi** désigne une situation dans laquelle les facteurs de production, en particulier le travail, ne sont pas pleinement utilisés.

Pour lui, la loi de Say ne fonctionne pas toujours, car la monnaie peut être thésaurisée : au lieu de consommer ou d'investir, les ménages et les entreprises peuvent choisir de garder leur monnaie sans le dépenser. Dans ce cas, une partie des revenus ne circule plus dans l'économie réelle, ce qui freine la production et entretient le chômage.

La clef, selon Keynes, réside dans la **demande effective**, c'est-à-dire la demande anticipée par les entreprises. Si celles-ci s'attendent à vendre peu, elles réduisent leur production et licencient. Cela fait baisser les revenus, donc la consommation, et crée un cercle vicieux de chômage et de stagnation, c'est-à-dire une situation dans laquelle l'activité économique progresse très faiblement et l'emploi ne se redresse pas.

Définition

La **demande effective** (voir schéma, chap. 12) désigne, en économie, le niveau de la demande globale réellement anticipé par les entreprises, c'est-à-dire la demande solvable (appuyée sur un pouvoir d'achat effectif) qui détermine le niveau de production et d'emploi dans l'économie. Cette notion est centrale chez John Maynard Keynes. Selon lui, ce ne sont pas les capacités de production ou la flexibilité des prix et des salaires qui déterminent automatiquement le plein-emploi, mais le niveau de la demande anticipée par les entreprises.

Pour briser cette spirale, Keynes propose de rompre avec la logique libérale selon laquelle le marché s'autorégule. En s'opposant à la loi des débouchés de Jean-Baptiste Say, Keynes affirme que les déséquilibres économiques peuvent être durables, car l'offre ne crée pas nécessairement sa propre demande. En situation de sous-emploi des facteurs de production, l'économie peut rester durablement bloquée dans un équilibre de chômage et de stagnation. Il affirme que l'État doit jouer un rôle actif en soutenant la demande globale, notamment par une augmentation des dépenses publiques :

- des aides sociales pour soutenir le pouvoir d'achat ;
- le lancement de grands travaux pour créer des emplois ;
- le financement des services publics et des infrastructures.

Selon les calculs de la Cour des comptes (2021), la hausse des dépenses atteint 96,4 Md€, soit +6,5 %, correspondant pour 86 % à des dépenses de crise. Les dépenses « ordinaires », sans lien avec la crise, représentent 14 % de la hausse des dépenses publiques, soit 13,7 Md€. La hausse des dépenses publiques a principalement concerné l'État (+11,0 %) et les administrations de sécurité sociale (+5,6 %), notamment l'assurance maladie et l'Unedic, tandis que les dépenses des collectivités territoriales ont peu été affectées (– 0,9 %).

L'objectif recherché : relancer la consommation, stimuler la production et réduire le chômage en agissant directement sur la demande.

Aujourd'hui encore, de nombreux pays s'inspirent des principes keynésiens pour mettre en place des politiques de soutien à l'emploi et à la demande, comme les allocations chômage, les plans de relance ou encore les investissements publics en période de crise économique.

Exemple : aux États-Unis, le président Franklin Roosevelt applique dès 1933 un vaste programme appelé « New Deal ». Il lance de grands chantiers publics pour créer des millions d'emplois, met en place les premières assurances sociales (chômage, retraites) et réforme le système bancaire pour limiter la spéculation.

III. Les Trente Glorieuses et l'apogée du keynésianisme

A Une période de croissance exceptionnelle

De 1945 à 1975, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les économies occidentales connaissent une phase de prospérité inédite que l'économiste Jean Fourastié a qualifiée de « Trente Glorieuses ». La croissance annuelle atteint en moyenne 5 % en Europe de l'Ouest, le chômage reste très faible et le niveau de vie progresse rapidement.

Cette période s'explique d'abord par l'effort de reconstruction qui suit la guerre : il faut rebâtir les infrastructures, relancer la production et rééquiper les ménages. Elle repose aussi sur la consommation de masse, rendue possible par les gains de productivité dans l'industrie et l'agriculture.

Le contexte international est également stabilisé par le système monétaire de Bretton Woods, qui instaure des taux de change fixes adossés au dollar. Enfin, l'essor de l'État-providence joue un rôle déterminant, avec la mise en place d'une protection sociale élargie et le développement des services publics, qui sécurisent les ménages et soutiennent la demande.

Définition

Un **État-providence** : modèle d'État qui assure la protection sociale (santé, chômage, retraites) et intervient pour réduire les inégalités.

Exemple : en France, la création de la Sécurité sociale en 1945 et la mise en place de la planification indicative (Commissariat général au plan) illustrent cette volonté de concilier croissance et protection sociale.

B Le keynésianisme dominant

Cette prospérité tient également à l'adoption des idées keynésiennes. Inspirés par les travaux de John Maynard Keynes, les gouvernements considèrent désormais qu'il leur revient de soutenir la demande et de garantir le plein-emploi. La dépense publique sert à financer de grandes infrastructures et des services collectifs qui stimulent l'activité.

DCG 5

3^e édition

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Tout pour
réussir
le DCG

Manuel + applications

Maîtriser tous les savoirs et les compétences

- Le cours complet, **à jour de la réforme 2026**
- Des fiches méthode pour comprendre les attentes de l'examen
- Mises en situation, notions clés, exemples concrets...

Le + : 17 schémas de synthèse pour réviser efficacement

S'entraîner de manière intensive

- 255 QCM et 84 exercices progressifs dans l'esprit de la nouvelle épreuve
- Des cas pratiques guidés et corrigés
- Des grilles pour s'autoévaluer

Le + : 163 flashcards intégrées pour réviser

8 sujets type d'examen pour être prêt le jour J

Des auteurs experts

Stéphane Dang est agrégé d'économie-gestion. Il est professeur en classe préparatoire DCG et membre du jury de correction de l'UE5.

Karim Guenfoud est agrégé d'économie-gestion. Il est professeur en classe préparatoire DCG.

Sébastien Noubel est agrégé d'économie-gestion. Il est professeur en classe préparatoire DCG et DSCG et membre du jury de correction de l'UE5 et de l'UE7.

De nombreuses ressources offertes sur le site compagnon

 **DCG** *Vuibert*

 Espace ENSEIGNANT

Collection DCG Se préparer à l'examen Vidéos des experts du Lab50 ACTUALITÉS DCG

- les corrigés des QCM et des exercices
- des schémas de synthèse pour réviser efficacement

+ 1 sujet type d'examen supplémentaire corrigé !



www.dcg.vuibert.fr

ISBN : 978-2-311-41444-8



9 782311 414448



30 €

Vuibert